

Stéphane Buffetaut

**OUI,
LA FRANCE
A UN
AVENIR**

éditions du
ROCHER

Oui, la France
a un avenir

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© **2016, Groupe Artège**
Éditions du Rocher
28, rue Comte Félix Gastaldi
BP 521 – 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-268-08168-7
ISBN epub : 978-2-268-00004-6

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

législatives qui détermine l'orientation du gouvernement. Nous vivons donc dans un régime original ni totalement présidentiel, ni totalement parlementaire, dont on peut penser qu'il cumule, au gré des hommes, les inconvénients de la monarchie et de la République sans en cumuler nécessairement les avantages !

Le fondateur de la v^e République souhaitait faire du président une sorte d'arbitre suprême en même temps qu'il donnait les grandes impulsions, « la clef de voûte des institutions ». Le septennat qui, d'une certaine façon, le dégagait des contingences politiciennes des élections législatives, contribuait à cette fiction institutionnelle, notamment sous Charles De Gaulle, qui se réclamait plus de la légitimité historique que de la légalité républicaine. La très inopportune révision constitutionnelle chiraquienne, qui a ramené le mandat présidentiel à cinq ans, a mécaniquement dégradé cette position du chef de l'État, d'autant plus que notre démocratie représentative s'est transformée en une forme d'oligarchie élective tempérée par la cooptation, une « particratie » mue par le carriérisme, soumise aux médias et intoxiquée à la dépense publique, qui se maintient précisément grâce à la solidité institutionnelle.

Mais solidité institutionnelle n'équivaut pas à stabilité sociale. Tocqueville² avait pressenti que, chez les Français, la passion de l'égalité l'emporterait sur celle de la liberté. Cette passion de l'égalité a souvent pris les apparences d'une méfiance profonde à l'égard de la réussite personnelle, une farouche volonté d'araser les différences culturelles et sociales, y compris celles nées de l'histoire, du mérite, de l'esprit d'entreprise ou du goût du risque. Ainsi la richesse est-elle suspecte lorsqu'elle provient du travail, mais célébrée quand elle provient du hasard ou des excès du sport spectacle comme le

prouvent le succès du loto et la faveur des joueurs de football.

Sur ce fond égalitaire a prospéré l'esprit de système si tristement français, niveleur et uniformisateur. Mais aussi les principes de la dialectique marxiste qui trouvèrent en France un terrain favorable durant des décennies. Ainsi, s'est développé un esprit de relations sociales antagonistes totalement étrangères aux traditions de la plupart de nos voisins européens.

Lutte des classes, lutte des sexes, lutte des générations, lutte des cultures... toute différence fut exploitée comme levier révolutionnaire dont le feu d'artifice tragicomique fut sans doute Mai 68. Pétard mouillé allumé par de jeunes bourgeois qui avaient un compte à régler avec papa, mais dont l'effet sur les esprits de la caste dirigeante fut profond. Parmi tous les slogans plus ou moins heureux de la période, celui qui fut sans doute le plus emblématique est le fameux « il est interdit d'interdire ».

Pas d'interdit, donc pas d'autorité ni de limites aux comportements individuels. Et voici une société entière qui bascule dans le relativisme. Il n'existe plus de repères ni de vérité, alors que l'effort séculaire des philosophes occidentaux, depuis la Grèce antique, avait justement consisté à discerner la vérité éternelle à travers les contingences des temps et des époques.

Le monde occidental, et particulièrement l'Europe, se retrouve cul par-dessus tête et ne se raccroche plus qu'à une confuse conception des droits de l'homme qui, loin d'être l'affirmation de droits humains intangibles et éternels garantissant la dignité de la personne, ne consistent plus que dans le respect obligatoire de tous les choix individuels, quasiment sacralisés, sous peine de l'accusation ultime d'intolérance. La personne humaine est éclipsée au profit de l'individu. Les droits de la personne remplacés par les choix individuels. De surcroît, la rhétorique très à la mode de la non-

discrimination finit par faire primer l'activisme de minorités agissantes sur le sentiment de la majorité de la population.

Du même coup, et fort logiquement, la notion même de bien commun s'évanouit. Seuls priment la volonté individuelle et le poids réglementaire de l'État qui, par la contrainte et l'inflation législative, tente de suppléer la perte du sens du bien public. La devise de la République, plus que « Liberté, égalité, fraternité », devrait être « chacun pour soi et l'État pour tous ».

La France, communauté de destins, enracinée dans son histoire et son sol, s'est réduite à un agrégat d'individus poursuivant, à l'aveuglette, leurs intérêts propres au mépris, ou plus exactement dans l'ignorance, d'un bien commun que personne n'ose plus évoquer.

Déboussolée, la France divisée a fait place à une France pulvérisée, proie rêvée d'un mondialisme libéral débridé ou d'une idéologie politiquement correcte, libertaire et mâtinée de marxisme, sans autre avenir que le chaos, la violence et le déclin.

1. Arthur CONTE, *Sire, ils ont voté la mort*, éd. Robert Laffont, 1966, discours prononcé lors du procès du roi.

2. Alexis DE TOCQUEVILLE, *L'Ancien régime et la Révolution*, éd. Folio, 1985, (livre publié en 1856 pour la première fois).

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

secteurs économiques et parvint à réduire les déficits publics tout en libérant les forces vives de son pays.

Certes, son action fut fortement critiquée par les travaillistes et certaines réactions indécentes lors de son décès démontrent à quel point une certaine gauche idéologique et sectaire européenne ne supporte pas le succès de ses adversaires qui est un vivant démenti à son idéologie à réminiscences totalitaires.

Bien entendu le bilan ne fut pas totalement positif, mais si le Royaume-Uni a ravi à la France son cinquième rang dans les puissances mondiales, c'est en grande partie grâce à l'action politique de Margaret Thatcher. Et il est juste de reconnaître que Tony Blair eut l'intelligence de ne pas remettre en cause la plupart des réformes entreprises par la première femme Premier ministre du Royaume-Uni. Sa volonté de créer un *New Labour* prouva qu'il avait compris la nouvelle donne économique et sociale de la mondialisation des échanges. Contrairement à d'autres.

D'outre-Manche passons à outre-Rhin : octobre 1989, la République démocratique allemande s'apprête à fêter son quarantième anniversaire, mais la ville de Leipzig est en effervescence. Ce sont les pasteurs luthériens de l'église Saint-Nicolas qui animent le mouvement, comme en Pologne ce furent les prêtres catholiques galvanisés par le Pape. On ne dira jamais assez combien la libération de l'Europe de l'Est doit aux chrétiens !

Mais Bonn est bien loin et, depuis vingt ans, les services de renseignement annoncent, année après année, que le système communiste est à bout de souffle. Pourtant, il est toujours là, retranché derrière son mur, ses barbelés et les croix qui marquent les lieux où sont tombés sous les balles « prolétaires » ceux qui cherchaient la liberté et un avenir meilleur à l'Ouest.

À l'est rien de nouveau donc. Mais quand même, les

Berlinois qui travaillent à la Chancellerie sentent bien que, cette fois, c'est un peu différent. Eux rêvent encore à la réunification. Et puis soudain le système s'effondre. Le 3 octobre, Gorbatchev, venu aux célébrations du quarantième anniversaire de la RDA, a prévenu le vieil Honecker que le temps des réformes était venu et que si la contestation du régime empirait, il était hors de question de recourir à la force. Quelques jours plus tard, le 18 octobre, le vieux dictateur est écarté au profit d'Egon Krenz et d'une équipe de « réformateurs » qui tentent en vain de sauver le régime. Dans la nuit du 9 novembre, le mur de la honte s'effondre. Les institutions européennes et les États de l'Europe de l'Ouest, qui ont fait si peu pour aider à la libération des nations de l'Est, retiennent leur souffle. L'URSS ne bouge pas.

C'est alors une sorte de vent de panique. François Mitterrand, se précipite au chevet d'Egon Krenz, et Margaret Thatcher ne cache pas son hostilité à une éventuelle réunification des deux Allemagnes. En fin de compte, comme François Mauriac, ils aiment tellement l'Allemagne qu'ils en préfèrent deux.

C'était compter sans le chancelier Kolh. Lui a compris que le vent de l'histoire soufflait et dans le sens contraire de celui qu'annonçaient les héritiers du vieux Marx. Mais il a aussi compris qu'il fallait saisir l'opportunité. Et immédiatement, car justement, l'histoire ne ressert pas les plats. En six semaines, il décide et engage la réunification des deux Allemagnes. Contre vents et marées, il avance avec détermination. Aux Allemands de l'Est qui manifestent avec des pancartes proclamant « si le mark ne vient pas à nous, nous irons au mark ! » il donne la parité entre le mark de l'Ouest et celui de l'Est. Ce sera cher pour l'Allemagne et pour l'Europe. Mais moins cher que de voir l'ex-république démocratique se vider de ses habitants pour venir s'établir à l'Est. Certes, nombreux sont ceux qui tenteront

l'aventure, mais ce ne sera pas une déferlante inmaîtrisable. Et le chancelier l'emporte. Quelles que furent les affaires qui obscurcirent la fin de sa vie politique, il restera l'homme de la réunification. Il a agi avec esprit de décision, intelligence, rapidité et détermination. Bref en homme d'État.

Demeurons encore outre-Rhin. 2002, Gerhard Schröder gagne de justesse les élections législatives contre Edmund Stoiber. Son premier mandat avait été assez chaotique et il conserve le pouvoir en une période où certains considèrent que l'Allemagne est devenue « l'homme malade de l'Europe ». Les perspectives économiques sont mauvaises et le niveau du chômage élevé. Symboliquement, une de ses premières décisions sera de fusionner le ministère fédéral de l'économie avec celui du travail. Il s'agit de faire comprendre qu'il ne peut y avoir de politique sociale sans une économie forte. Il lance alors l'agenda 2010, ensemble de mesures et de réformes destinées à refonder un État providence devenu trop coûteux et finalement inefficace. L'inspirateur de ce courant de réforme est Peter Hartz, directeur du personnel de l'entreprise Volkswagen et membre du parti social-démocrate.

Les réformes qui prirent son nom visaient principalement à lutter contre le chômage par une modification des règles d'indemnisation et de celles incitant au retour à l'emploi. Il s'agissait aussi d'adapter le droit du travail et le droit fiscal aux nouvelles conditions économiques induites par la mondialisation des échanges, notamment dans le secteur des services. Ainsi quatre lois furent adoptées et mises en œuvre non sans critiques.

Gerhard Schröder entreprit et soutint ces réformes contre son propre parti et contre sa base électorale en sachant très bien qu'elles lui coûteraient sans doute le pouvoir. Ce qui, de fait, advint en 2005. Il s'en est d'ailleurs expliqué à plusieurs

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

préservant des mairies d'arrondissements afin de conserver des relations de proximité tant en zone rurale qu'en zone urbaine, la suppression des départements, le regroupement de certaines régions trop petites ou amputées de certaines parties de leur territoire ancestral en tenant compte de l'héritage culturel et historique et des réalités géographiques, la mise en œuvre d'une véritable décentralisation, opérée dans le respect du principe de subsidiarité.

Saint-Just avait très tôt remarqué :

« Tout homme en place ne fait rien par lui-même et prend des agents secondaires. Le premier agent secondaire a les siens et la République est en proie à vingt mille sots qui la corrompent et la saignent⁷. »

Une démocratie qui se révèle incapable de se réformer, d'ordonner ses institutions à la poursuite du bien commun, de générer une classe politique capable de faire passer la Patrie avant le parti se condamne elle-même. Réformer, choisir, agir avec force ne sont plus des options. Si nous nous révélons incapables de changer nos mœurs politiques et administratives, la France sera alors mûre pour les aventures les plus dangereuses. Agissons donc avant qu'il ne soit trop tard.

7. François BLUCHE, *Dictionnaire des citations des mots historiques*, éd. du Rocher, 1997.

Parisianisme et parti intellectuel

Je préfère la liberté avec ses périls à la tranquillité de la servitude.

Stanislas Leckzinsky, roi de Pologne et duc de Lorraine

En politique, comme sur le schéma des chemins de fer de l'ingénieur Legrand, tout converge vers Paris, et dans cet écosystème politique clos s'est créée une curieuse faune qui obéit à des règles de comportement singulières et fort étrangères à la vie quotidienne du plus grand nombre. Hommes et femmes politiques, journalistes, hauts fonctionnaires, sondeurs et analystes, intermédiaires plus ou moins douteux, chefs d'entreprise mondains, intellectuels autoproclamés, égarés de l'industrie du spectacle virevoltent tels les derviches tourneurs, obéissant à des rites fixes. Les « dîners en ville », le vingt heures de TF1, les plateaux de télévision mi-politiques mi-variétés, les questions au Gouvernement, l'attente angoissée de la parution du dernier *Canard enchaîné* ou des ultimes révélations de *Mediapart*, voire encore, pour les plus traditionnels des éditoriaux, d'une presse nationale de moins en moins lue.

Pays des commérages, des indiscretions, des bavardages, des vachardises, cette micro-société finit par avoir de la vie réelle une image comparable à celle des personnages du mythe de la caverne de Platon qui, du fond de leur caverne, prenaient les ombres pour la réalité.

Les conséquences en sont redoutables, non seulement parce que la politique devrait être avant toute chose l'art du réel, mais encore parce que les citoyens pressentent bien que le pouvoir,

qui toujours revêt une dimension tragique, glisse insensiblement vers la comédie.

Sur cette scène de boulevard, le « parti intellectuel » joue un rôle spécifique. Certains font remonter sa naissance à l'affaire Dreyfus et au fameux *J'accuse* de Zola. Sa source se trouve plus dans les salons littéraires du XVIII^e siècle où de bien peu philosophiques « philosophes » dissertaient de tout et de n'importe quoi avec élégance, traquaient les faiblesses et les incohérences des institutions et se laissaient aller à la « douceur de vivre » si chère à Talleyrand. Montesquieu, Voltaire, Diderot et Rousseau en furent les figures tutélaires.

Le très aristocratique et anglophile baron de La Brède nous légua le principe de la séparation des pouvoirs, Voltaire un style nerveux et impertinent ainsi qu'un anticléricalisme compulsif, Diderot la confiance aveugle dans le progrès et Rousseau le goût de l'idéologie. On eut été bien inspiré de se méfier du personnage qui écrivait des livres geignards sur l'éducation des enfants et abandonnait les siens !

En cela, bien que Suisse, il est véritablement l'ancêtre de l'intellectuel français dont « l'irresponsabilité intellectuelle peut se rendre complice des plus grands massacres » comme l'a justement relevé Andreï Makine, dérive idéologique si bien résumée par Robespierre lui-même : « La Terreur est l'émanation de la vertu ! »

Au demeurant, « l'intello » français ne pense pas. Au mieux il moralise, au pire il juge. À défaut de savoir ce qu'il aime, il sait ce qu'il hait : en général la France, son histoire, les valeurs qui ont fait sa grandeur et son peuple souvent ridiculisé. Il y ajoute une haine frénétique de l'Église catholique dont il ignore le plus souvent le message et caricature l'histoire.

Bien sûr, il est des écrivains, des artistes, des journalistes

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Communisme : une bien étrange complaisance

Cette terreur prolétarienne ne vaut qu'en étant menée de façon industrielle et systématique.

Lénine

Lénine qui fut, avec Trotski, Staline et Hitler, l'un des idéologues les plus sanguinaires de la première moitié du XX^e siècle, professait qu'« une révolution sans pelotons d'exécution n'a aucun sens ». Dès la réussite de son coup d'État d'octobre 1917, il promulgua les décrets de terreur rouge, en hommage à la Révolution française, et fit assassiner des dizaines de milliers de prisonniers et d'otages. Après la grande famine de 1920-1922, qu'il avait considérée « socialement bénéfique » et que son gouvernement non seulement n'avait pas combattu, mais au contraire organisée, il créa les camps de concentration du goulag où périrent des millions d'êtres humains.

La sinistre litanie des victimes du communisme laisse abasourdi devant l'énormité des chiffres. Pour la seule Russie, l'estimation la plus basse fait état de 25 millions de victimes (commission gouvernementale de réhabilitation). En Chine, le chiffre atteint 63 millions de morts à mettre à « l'actif » du régime de Mao, 2 millions pour le Cambodge (soit un quart de la population), 1 million au Vietnam, 1 million pour l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est, 150 000 pour l'Amérique latine, la plupart des victimes imputables au régime de Castro.

Or, ce qui frappe, c'est que quels que soient le pays, la

culture, la latitude ou la longitude, aucune des dictatures communistes n'échappe à cette logique criminelle. De la Russie de Lénine et Staline à l'Éthiopie de Mengistu, du Vietnam d'Ho Chi Minh au Cuba de Fidel Castro, du Cambodge de Pol Pot (pur produit de l'université française) à la Corée de Kim Jong-un, le crime de masse a été érigé comme le moyen de s'assurer du pouvoir et de s'y maintenir. Il ne s'agit pas là de crimes ponctuels, mais bien d'un système de gouvernement qui n'est pas sans rappeler la Terreur décrétée par la Convention nationale en 1793. Système de terreur, donc, mais organisé et légalisé.

Lorsque la répression sera devenue ordinaire et moins sanglante, l'enfermement des peuples, si bien symbolisé par le mur de Berlin, la surveillance permanente, les arrestations arbitraires, la suppression des libertés politiques et économiques pourront perdurer grâce au souvenir de cette terreur et la crainte de son retour.

Or ce souvenir, à l'évidence, ne hante pas les nuits de la gauche française et de *l'intelligentsia* qui la sert. Ces hécatombes, ces millions de victimes innocentes les laissent de marbre. Comme s'il y avait de « bons morts », comme s'il était légitime de supprimer ceux qui s'opposent aux « forces de progrès ». Attitude qui traduit si bien la tentation totalitaire permanente de la gauche française.

Ainsi Mitterrand, cynique et calamiteux, n'eut aucun scrupule à s'allier avec un Parti communiste français qui jamais ne condamna les crimes du marxisme-léninisme, tout comme aujourd'hui le Parti socialiste continue de le faire avec un Parti communiste réduit à peu de chose, mais qu'il maintient en survie artificielle grâce à des alliances électorales qui devraient être objet de scandale.

Même les partis de droite, qui se sont laissés enfermer dans le piège tendu par la gauche au sujet du Front national et se sont

ainsi engagés dans une lutte à mort avec celui-ci, s'avèrent d'une étrange mollesse sur ce plan. Pour eux le communisme semble faire partie du paysage politique ordinaire et d'aucuns n'hésitent pas à évoquer les liens qui ont existé entre les gaullistes et les communistes.

D'où vient donc cette étrange complaisance ?

De la participation des communistes à la Résistance, répondra-t-on non sans raison, mais aussi avec une certaine légèreté. Chacun sait que l'entrée en résistance fut tardive et coïncida avec l'offensive Barbarossa lancée par Hitler contre l'URSS en juin 1941, se retournant ainsi contre son ancien allié, Staline, avec lequel il avait dépecé la Pologne. Patriotisme français ou patriotisme soviétique ? Au mieux les deux. Doit-on oublier pour cela les sabotages dans les usines d'armement après la signature du Pacte germano-soviétique ou la fuite de Thorez à Moscou ?

On sait que l'infortuné Guy Moquet, fusillé par les Allemands en tant qu'otage, avait été arrêté alors qu'il distribuait des tracts furieusement anti gaullistes et anti britanniques. Et si le vicomte Honoré d'Estienne d'Orves, catholique et royaliste, a été le premier martyr de la Résistance, Thorez fut, quant à lui, le premier déserteur de l'armée française.

L'alliance de circonstance de De Gaulle avec les communistes est souvent avancée. On connaît les fortes réticences que le fondateur de la France Libre eut à accueillir Thorez dans son gouvernement, mais Staline avait reconnu Charles De Gaulle comme le seul représentant de la France, bien avant les Américains. Cette reconnaissance avait son prix, et il est vrai qu'à partir de l'attaque de l'URSS, les communistes s'étaient alliés à la première Résistance.

Une autre raison, fort spécieuse celle-là, d'expliquer cette indulgence résiderait dans le fait que les communistes français

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'exploitation doit donc être assurée et confortée par le cadre législatif, notamment sur le plan fiscal. La transmission ne doit pas être un drame, mais au contraire un processus naturel et aisé. L'État ne doit pas créer une course d'obstacles, mais au contraire faciliter les choses au moment, qui est toujours délicat, du passage de relais. Ainsi, en cas de transmission familiale, la fiscalité est inexistante au Royaume-Uni et en Italie, très faible en Espagne. Quant à l'Allemagne, elle a mis en place depuis longtemps un système public d'aide et d'accompagnement à la transmission des entreprises patrimoniales. Faut-il s'étonner dès lors que seulement 14 % des entreprises sont transmises en France contre 51 % en Allemagne et 70 % en Italie ? Est-il surprenant que la part de l'industrie dans le PIB soit plus élevée en Allemagne et en Italie qu'en France ?

Bien entendu ni le personnel politique ni la haute Fonction publique n'ignorent ces faits. Mais ces mondes largement endogènes sont prisonniers du système, de l'idéologie, voire de leur culte d'un État qui trouverait sa justification en lui-même alors qu'il ne devrait être que serviteur de la Nation. Tout se passe comme si l'on préférerait les chômeurs et les fonctionnaires aux entrepreneurs. Trop d'impôt tue l'impôt certes, mais aussi l'emploi et l'investissement.

De surcroît ces vices typiquement français ont été aggravés par l'inconséquence du gouvernement français qui, après l'entrée dans la zone euro le 1^{er} janvier 1999, mit en œuvre la loi sur les 35 heures en 2000. Ce texte dégradait mécaniquement la compétitivité d'une économie française enfermée dans le carcan d'une monnaie unique alors surévaluée et rigide qui ne laissait comme variable d'ajustement que l'emploi ou le niveau de rémunération des salariés puisque toute souplesse de change était prohibée, ce qui apporte une fois encore la preuve que la

soumission à l'idéologie aux dépens de la réalité, conduit au désastre. Elle traduit aussi une forme de désinvolture de la part de politiciens irresponsables qui devient de plus en plus insupportable aux citoyens.

Notre faiblesse a encore empiré en raison du libre-échangeisme naïf de l'Union européenne qui n'est, au demeurant, pratiqué nulle part ailleurs dans le monde et surtout pas par les États-Unis d'Amérique qui, depuis des années, se sont dotés d'un *buy american act*. Il est révélateur que les marchés publics soient ouverts à 80 % à la concurrence mondiale dans l'Union européenne alors qu'ils sont totalement fermés en Chine, en Inde, au Japon et, en pratique, aux États-Unis ! Curieuse naïveté idéologique pourtant très caractéristique d'une Union européenne qui se flatte de l'illusion d'être un exemple pour le monde, mais dont l'effet le plus visible a été la désindustrialisation du vieux continent. Le phénomène est encore accru en France où, depuis les années soixante-dix, les plus hautes sphères de l'État et du monde politique on fait le pari erroné d'une économie qui reposerait essentiellement sur les services. Or si le développement rapide de cette économie de services est bien une réalité, cette dernière a néanmoins besoin d'une base industrielle robuste même si elle occupe une place comparativement réduite dans le système économique mondial, ne serait-ce que parce qu'une part desdits services consiste justement dans des services à l'industrie.

Le fait est que l'économie, qui en principe devrait être le domaine du pragmatisme et de la réalité, a été, elle aussi, victime de « l'idéologisation » de la pensée. Le libre-échange est passé de l'état de moyen à celui d'idéologie abusivement attachée à l'idée de liberté. Car au fond ce système d'échanges n'a d'autre objectif que l'amélioration et la dynamisation des systèmes économiques et doit être ordonné à ces fins. Il n'est pas une fin

en soi, ni un absolu et doit donc être adapté aux réalités concrètes des économies concernées. Très bénéfique entre zones économiques parvenues à état de développement comparable, il peut s'avérer un instrument destructeur des systèmes économiques quand il est mis en œuvre sans limites. Finalement l'histoire de l'Union européenne en est une illustration concrète. Les débuts du marché commun, qui comportait l'ouverture des frontières commerciales dans le cadre du tarif douanier commun ont coïncidé avec une période de grande expansion économique et d'industrialisation. Certes nous étions dans l'euphorie des « trente glorieuses » mais la Communauté économique européenne telle qu'elle était, avec un mélange d'ouverture et d'échanges extérieurs régulés, a eu un effet bénéfique et a contribué à moderniser l'économie européenne. La libéralisation quasi-totale des échanges, élément essentiel et vecteur de la mondialisation, n'a pas eu les mêmes effets positifs et a durablement fragilisé, voire éliminé, des pans entiers de notre économie. Or s'il est vain de s'acharner à maintenir des activités dépassées ou condamnées par les progrès des techniques, il est absurde de laisser détruire délibérément des activités de production par le *dumping* social et salarial.

De surcroît, les bénéfices si souvent avancés de la mondialisation n'ont jamais réellement été prouvés si l'on considère la situation du plus grand nombre. Au contraire, celle-ci a tendance à accroître les inégalités au sein de chaque pays et entre nations. L'on objectera le décollage des pays émergents, mais bizarrement personne ne fera remarquer que les pays en question ont abandonné des schémas d'organisation autarciques totalement étatisés notamment en Chine et en Inde. En outre, il ne s'agit nullement de bloquer les échanges internationaux, mais de les régler selon le simple principe de réciprocité et de les ordonner.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nous imposeraient les circonstances. Le sort des Fermiers généraux devrait en faire réfléchir certains à Bercy.

En France, le secteur public représente plus de 20 % de l'emploi total, contre 12 % en Allemagne, 11,5 % aux Pays-Bas, 10,7 % en Autriche, 15,2 % en Espagne, autant de pays qui ne sont pas sous-administrés.

Le statut de la Fonction publique nécessitera, d'une part, une réforme de simplification et d'autre part une réforme de justice à l'égard du secteur privé qui supporte tous les risques économiques et qui crée la richesse productive. Mais ces réformes devront avoir aussi pour objet et pour effet de fournir aux agents de l'Administration des conditions de travail plus modernes, plus efficaces et plus dignes. Elles devront également leur offrir des conditions de carrière plus valorisantes, avec des possibilités d'évolution plus attractives et faciliter des passerelles entre administrations et entre le public et le privé.

Il faudra, enfin, mettre un terme aux conflits d'intérêts entre le statut de fonctionnaire et les fonctions électives nationales en rendant automatique la démission de la Fonction publique lorsque l'on est élu président de la République, député ou sénateur, ou encore nommé ministre à l'exemple du Royaume-Uni.

Certes il s'agirait d'une véritable révolution, mais ne vaut-il pas mieux l'engager dans la paix civile et la légalité que de la voir exploser avec son cortège de violences, de meurtres et de destructions ? Car l'histoire de France nous enseigne que le manque d'autorité et l'incapacité à mener à bien les réformes nécessaires pour le bien commun ont toujours conduit notre pays au déclin puis au chaos.

L'homme est-il écolo compatible ?

Loué sois-tu, mon Seigneur, pour sœur Terre notre mère !

Saint François d'Assise

Cantique des créatures

L'écrevisse à pattes blanches mérite certainement considération et nous ne régnons pas sur la création ou la nature pour la ravager. Mais peut-être l'être humain, avec ses nécessités et ses besoins légitimes, mérite-t-il aussi quelque attention ? À entendre un certain discours écologiste on pourrait en douter. Le commandant Cousteau ne s'était-il pas exclamé : « Le berceau voilà l'ennemi ! » Et quand l'inévitable GIEC⁹ proclame « la terre malade de l'homme », n'est-on pas dans une forme de déni du droit de l'homme à exister et à exploiter la Terre ? La formule journalistique « il faut sauver la planète », répétée à l'envi, est en réalité d'une grande sottise. La planète est quelque chose de purement physique et inanimé. Ce qu'il faut sauver c'est l'humanité et la vie terrestre, à moins que l'on considère que la Terre est un être vivant en soi, ce qui serait une régression pour le moins primitive.

L'être humain appartient et participe pratiquement à tous les écosystèmes terrestres et si les écosystèmes fluviaux ou maritimes ne sont pas son univers, il a un impact déterminant sur ceux-ci. Ainsi, en tant qu'être pensant et être moral, l'homme est responsable, en partie, de son environnement. C'est précisément ce qui fait la différence avec le reste du monde vivant ou minéral qui lui aussi a un impact sur la nature, mais ne saurait en être tenu pour responsable. En ce monde, l'homme seul peut penser,

connaître, analyser, expliquer la nature, mais pour certains écologistes il semblerait que l'homme ne fasse pas partie de la nature. Il serait comme un intrus !

Le paradoxe est que, parce qu'il est conscient de ses actes et de leur impact sur l'environnement, il est quasiment requis de n'en avoir aucun ! Or la vie, précisément parce qu'elle est vie, ne peut se développer sans impacter son environnement. L'assèchement des marais ou les grands défrichages entrepris au Moyen Âge sous l'impulsion des abbayes, la révolution industrielle lancée par la bourgeoisie au XIX^e siècle ont bien évidemment eu un impact écologique fort. Cependant, en regard, et malgré la dureté des temps médiévaux ou l'indécence de la condition ouvrière du XIX^e siècle, l'objectif était bien d'améliorer la condition humaine, de faire reculer puis disparaître la hantise de la famine et de la disette qui pendant des siècles avait taraudé l'humanité.

Certes, la génération des Trente Glorieuses n'a pas ménagé la nature et lorsque l'on admire au Louvre les tableaux des bords de Seine de Corot et que par la suite il nous arrive de suivre ce fleuve entre Paris et Rouen, on ne peut que ressentir un peu de nostalgie du temps passé. En contrepartie, combien d'emplois et de richesses ont été créés ? La vie est choix et chacun sait que les choix peuvent être douloureux, mais le juste choix est le choix raisonnable, celui qui pèse avec honnêteté les avantages et les inconvénients. Cette juste mesure, nous ne l'avons pas toujours eue, trop des abords de nos villes et trop de nos sites naturels nous le disent.

La recherche d'activités ou de sources d'énergie sans impact sur l'environnement est une chimère que l'on poursuit en vain. Tout équipement, toute construction, tout établissement industriel cause des nuisances ou des perturbations à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'on est en désaccord avec ce qu'ont décidé les eurocrates puisque toute volonté démocratique est inopérante. C'est faire le jeu des eurosceptiques les plus radicaux et c'est sans surprise que les scrutins européens sont devenus, petit à petit, leur champ de manœuvre favori.

Et pourtant, le projet de reconstruction et d'unité d'une Europe ravagée par deux guerres mondiales au XX^e siècle, divisée par le rideau de fer, déconsidérée pour avoir été le berceau des deux plus effroyables idéologies totalitaires de l'histoire, le marxisme-léninisme et le national-socialisme, avait été un grand rêve et une belle aventure. Ce projet de reconstruction de l'Europe demeure nécessaire, car l'équilibre du monde change et, si nous n'y prenons garde, le vieux continent risque de sortir de l'histoire, comme tant d'empires et de civilisations qui ne sont plus que poussière.

L'enthousiasme des années cinquante s'est éteint. Le souvenir de la guerre est devenu de l'histoire que l'on enseigne aux écoliers et les « Trente Glorieuses » appartiennent à un passé révolu. Nous avons acquis notre liberté et notre prospérité d'Européens de l'Ouest au prix de l'asservissement et de la misère des Européens de l'Est. Ceux-ci se sont libérés par eux-mêmes et grâce à des personnalités exceptionnelles comme Jean-Paul II, Lech Walesa ou Vaclav Havel.

1989 aurait dû être l'occasion d'un nouvel élan. Temps d'espoir pour l'Europe de l'Est, il a trop été un moment d'inquiétude pour l'Europe de l'Ouest. Sur le plan institutionnel les évolutions des institutions ont été lentes et chaotiques comme si les Européens peinaient à se retrouver après quarante ans de séparation. L'Europe avait du mal à « respirer de ses deux poumons ». Malgré les élargissements successifs, d'aventure exaltante, la construction européenne est devenue un mal

nécessaire.

Dans le cadre actuel de la mondialisation, l'avenir semble appartenir à des États de dimension continentale : États-Unis, Russie, Brésil, Inde, Chine... Ou bien des micro-États qui occupent des « niches » de prospérité dans le grand tourbillon mondial, comme Singapour, la Suisse ou le Luxembourg. Ce que nous vivons aujourd'hui n'est pas une crise cyclique comme nous en avons connu par le passé, c'est une mutation profonde des équilibres géopolitiques du monde. Dans ce contexte, une approche européenne partagée est nécessaire. Mais on ne décrète pas un peuple européen ou une nation européenne qui n'existe que dans des rêves chimériques. La plupart des difficultés de l'Union européenne sont justement nées de systèmes mis en place en faisant semblant de croire qu'il existait un peuple ou un embryon d'État européen. Il faut donner du temps au temps. Répéter comme un mantra qu'il faut revenir à la « méthode communautaire » ou qu'il faut plus d'Europe, ne fait pas progresser la réflexion. Ce qui a pu fonctionner dans une communauté européenne à 6 ou 9 n'est pas forcément adapté pour un ensemble de 28 États aux langues, aux cultures, aux histoires et aux économies très différentes.

C'est bien là la difficulté de l'exercice. Il faut inventer quelque chose de totalement novateur dans les relations interétatiques. Plaquer des schémas anciens ou correspondant à des réalités autres que la réalité européenne ne peut conduire qu'à une impasse. Le général De Gaulle avait remarqué qu'en ce qui concerne l'Europe, la comparaison avec les États-Unis d'Amérique était aussi vaine qu'illusoire et s'était même exclamé : « Bonne chance à cette fédération sans fédérateur ! » Jacques Delors avait bien senti la difficulté lorsqu'il avait parlé d'une « fédération d'États Nations », termes antinomiques. L'Union européenne ressemble à ces nouveaux échafaudages

revêtus de trompe-l'œil. Plaisants à regarder, ils camouflent d'anciens bâtiments dans lesquels la vie continue pendant les travaux. Il en va ainsi de nos vieilles nations sous l'architecture un rien baroque de nos traités européens. Les citoyens, eux, ne vivent pas à Bruxelles, mais dans leurs nations respectives où ils ressentent la dureté des temps, infiniment plus que les eurocrates à l'abri de leur statut.

Pour renouer avec les peuples européens, pour leur redonner le courage de l'entreprise européenne, pour sauver le vieux continent de la marginalisation ou de la subordination, notamment aux États-Unis, il est impératif de revoir les paramètres fondamentaux du projet européen. Il faut le purger du trop-plein réglementaire et lui insuffler une véritable dimension politique. Il faut le rendre visible, compréhensible, efficace, mais aussi protecteur dans un monde instable et toujours rempli de périls.

Certains prétendent que Jean Monnet aurait dit un jour : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » De fait, après l'échec de la CED, les pères fondateurs ont jugé prudent et pragmatique de bâtir les fondements d'une communauté économique, partant du principe un peu naïf que « là où passe le commerce, les canons se taisent ». Ainsi la libre circulation fut le principe fondateur de la CEE. Certains esprits chagrins auraient pu faire remarquer que l'Europe d'avant 1914 vivait une mondialisation fondée sur le libre-échange et la stabilité de l'étalon or, ce qui ne fit nullement obstacle à la catastrophe que l'on sait. La paix ne résulte pas de l'effet mécanique d'une organisation économique, mais d'une volonté de construire ensemble plutôt que se détruire mutuellement.

Trop souvent l'Union européenne s'est réduite elle-même à « un grand marché unique ». Mais les raisons de vivre sont précisément les mêmes que les raisons de mourir. Et qui

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'Europe. Charles De Gaulle avait finement remarqué :

« Dante, Goethe, Chateaubriand, appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment italien, allemand et français. Ils n'auraient pas beaucoup servi s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit en quelque espéranto ou volapük intégrés¹¹... »

Or nous avons bâti une Europe administrative et juridique, sans chair ni esprit. Tout, dans les mots employés, trahit ce caractère oligarchique et technocratique. Les nations ont été gommées du vocabulaire pour faire place aux États membres, c'est-à-dire la superstructure administrative, l'Union européenne est guidée par une « Commission » et des commissaires, termes éminemment technocratiques en eux-mêmes et, symbole ultime, sur les billets d'euros figurent des bâtiments virtuels qui n'existent en aucun lieu, comme si notre continent était pauvre en monuments ou en œuvres d'art. Ainsi l'Union européenne semble tenir à venir de nulle part, sans héritage propre pour aboutir à des constructions artificielles ! Mais, circonstance aggravante, elle encourage au délitement des nations en encourageant l'esprit séparatiste de certaines régions, riches en général, du nord au sud de l'Europe. Vouloir le remplacement des États nations est une chose, mais encore faudrait-il savoir par quoi ? Un empire administratif et réglementaire envahissant en qui nul ne peut se reconnaître, sans tête et honteux de son histoire et de sa civilisation ; une société où l'individualisme et le relativisme sont sacralisés au point qu'il n'existe plus ni sens du bien commun, ni références communes, ni liens sociaux tangibles. Belle perspective qui ne peut que conduire à l'effondrement final dans un chaos indescriptible auquel de

lointains fonctionnaires et des politiciens aux abois, perdus dans leurs immeubles de verre et d'acier sous le ciel gris de Bruxelles, ne comprendront rien.

Si nous sommes incapables de bâtir une Europe consciente de ses racines historiques et culturelles, fière de ce qu'elle a su accomplir, créer, bâtir au fil des siècles en dépit de ses erreurs et de ses errements, qui respecte les différences, les richesses particulières et la liberté des nations qui la composent, l'Union européenne, comme Carthage, sera détruite, mais par le poids de son négationnisme culturel et spirituel, et c'est en chœur que les Européens entonneront le vieux refrain : « Adieu vieille Europe, que le diable t'emporte ! »

10. Jocelyne FENNER, *Nicolas 1^{er} Tsar de toutes les Russies*, éd. Alerion, 1995.

11. Charles DE GAULLE, conférence de presse du 15 mai 1962.

Le vaste monde

J'ai envie d'ailleurs.

Marcel Pagnol, *Marius*

La mode est aux grands espaces, à la bougeotte planétaire, à la mondialisation, au monde réduit à la dimension d'un village. Des continents entiers, à l'image de la Chine, découvrent les délices du commerce international. Les jeunes diplômés parcourent la terre, les entreprises devenues mondiales investissent, désinvestissent, vagabondent d'une place à l'autre, d'un profit à l'autre. Mais en vérité est-ce bien nouveau ? Toujours les Européens, les Français peut-être un peu moins que d'autres, furent habités par le désir de l'inconnu, l'envie du voyage, la quête de l'*Eldorado*. Courant après l'aventure et la richesse, ils finirent par se constituer des empires, ce qu'on leur reprocha avec amertume plusieurs siècles plus tard ! En oubliant que la tentation impériale est de tous les temps, de tous les continents, de toutes les cultures. De l'Empire du milieu à l'Empire ottoman en passant par l'Empire du soleil levant et à l'Empire aztèque, combien d'empires sans Européens ?

Mais la soif de découverte est autre. Pendant des siècles elle s'étanchait au prix du risque, de la confrontation avec un inconnu peuplé d'êtres étranges et de monstres terrifiants. Il existait alors des aventuriers rationnels, des joueurs de dés curieux qui se risquaient sur la « mer océane » et qui découvraient des continents et des océans inconnus jusqu'alors, tandis que d'autres scrutaient le ciel et faisaient de surprenantes découvertes. Ainsi le soleil ne tournait pas autour de la terre,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

civiles, l'ineptie et la corruption de certains gouvernements. Les moyens de communication physiques ou intellectuels, la diffusion de l'image, la domination mentale d'un « modèle » de société consumériste présenté de façon chatoyante, rendent plus tentant que par le passé l'aventureux départ vers un nouvel *Eldorado* tout aussi mythique que l'ancien. Ce sont des millions d'hommes qui bougent à travers le monde.

Le flux continu d'émigrants et de réfugiés du Moyen-Orient qui arrivent en masse en Europe depuis quelques mois, vient soudain réveiller le vieux continent endormi, mais qui peine de façon évidente à mettre en place une politique qui réponde à l'urgence et aux impératifs de long terme qui préserve l'équilibre des sociétés européennes, question plus essentielle encore que les enjeux économiques du problème.

La vieille Europe n'aborde trop souvent cette question que de façon émotionnelle ou idéologique en écartant d'emblée toute réflexion réaliste, pragmatique et donc réellement humaine. Soulever les passions dans un sens ou dans l'autre ne sert en rien à la résolution des problèmes et ne fait qu'obscurcir le débat et l'engager dans des impasses.

À cet égard, la France fait figure de caricature : déni de réalité, approche émotionnelle ou irrationnelle, pseudo-moralisme, alarmisme simplificateur, approche indifférenciée d'un phénomène migratoire très diversifié, lâcheté politique, bravades sans effets, hystérie idéologique et journalistique sont les éléments qui ont fait sombrer cette question dans les plus stériles polémiques.

En fin de compte la réponse de la politique française à la question de l'immigration, si l'on peut appeler cela une politique, a été l'application du laisser-faire, laisser-passer. Ce fut fait, en premier lieu, pour satisfaire les entreprises industrielles qui, dans les années soixante/soixante-dix

voulaient peser sur les coûts du travail, mais l'instauration du regroupement familial durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing a transformé une immigration de travail en immigration de peuplement, notamment par le jeu du mode d'acquisition quasi automatique de la nationalité pour les enfants nés en France et y ayant eu une résidence habituelle pendant au moins cinq ans, de façon continue ou discontinue, depuis l'âge de douze ans. Constatons que ces conditions sont, à l'évidence, extrêmement peu exigeantes.

Crier à l'invasion ou au contraire prendre des airs de vierge effarouchée au nom des droits de l'homme dès que l'on envisage de modifier ce dispositif laxiste ne fait guère progresser la réflexion et la résolution des difficultés. Le fait est que les dispositions et les règles d'une politique de l'immigration n'ont rien d'absolu, mais sont au contraire contingentes et doivent dépendre à la fois de la situation économique et sociale du pays d'arrivée, de sa démographie, de ses facultés d'accueil puis d'assimilation, de l'état de ses finances publiques et de ses besoins propres, tout comme doit être prise en compte la situation des pays d'origine, en veillant notamment à ne pas « piller » une matière grise précieuse pour leur développement.

De grandes nations démocratiques ont mis en œuvre des politiques strictes et ordonnées à leurs besoins et à leur possibilité concrète d'accueillir dignement et de façon responsable des migrants. C'est le cas par exemple du Canada et personne n'aurait l'idée d'assimiler ces pays à des dictatures d'inspiration raciste.

Il est clair que la France a accumulé des dispositions légales et des prestations sociales qui fonctionnent comme des pompes aspirantes de la pauvreté du tiers-monde. Les cas bien connus de Mayotte ou de la Guyane ne sont pas, en eux-mêmes, des aberrations. Ces territoires français attirent comme un aimant la

pauvreté alentour, par une généreuse politique sociale et de santé, notamment et ce n'est pas le fruit du hasard si la maternité de Mamoudzou à Mayotte détient le record français du nombre de naissances. Les conséquences de ces dispositions légales ou réglementaires sont largement identiques au sein de ce que l'on nomme pudiquement les quartiers populaires. Le père de la « fameuse » Léonarda n'avait-il pas expliqué qu'il avait choisi la France parce qu'après comparaison, il avait conclu que c'était là que les allocations étaient les meilleures !

Le fait que, par exemple, le logement social qui, à l'origine, était fait pour accueillir des personnes vivant de métiers faiblement rémunérés, mais qui était néanmoins intégrées dans la vie de la société par le travail, soit devenu de plus en plus un type de logement dédié à des personnes vivant ou vivant de minima sociaux et de l'accumulation d'aides diverses est assez révélateur de la crise économique durable dans laquelle la France est empêtrée, mais aussi d'une situation intenable induite par une fausse générosité et un ensemble réglementaire et légal inadapté à la réalité des temps. Intenable d'abord pour les personnes concernées sur le plan de la dignité personnelle comme sur le plan matériel, intenable pour l'équilibre social, intenable enfin pour la situation des comptes publics et des comptes sociaux. Cette situation entraîne des défis particuliers dans ces « zones prioritaires » diverses sur le plan éducatif, sur le plan de l'urbanisme et du logement, sur celui de l'ordre public et du maintien des services publics et d'une présence médicale. Toutes ces difficultés ne font que traduire le large échec de l'acculturation d'une partie des migrants installés en France depuis deux voire trois générations. Le processus qui avait fonctionné, non sans certaines difficultés, avec les migrations d'origine européenne, de civilisation judéo-chrétienne ne s'est pas ou plus difficilement reproduit avec des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

peut, en effet, être source de découvertes et d'échanges fructueux. D'autre part, partout dans le monde, la réalité est que les sociétés multiculturelles sont plus difficiles à faire vivre en harmonie que les sociétés majoritairement homogènes. Il n'est même pas besoin d'évoquer le Liban, l'ex-Yougoslavie, Israël ou la Syrie. Dans l'Union européenne elle-même la Belgique, l'Irlande du Nord ou l'Espagne démontrent ou ont démontré la difficulté de faire vivre dans la paix civile des sociétés multiculturelles. Le Royaume-Uni et l'Espagne en ont payé le prix du sang. Aujourd'hui même, dans le pseudo-État du Kosovo les orthodoxes, parqués dans des enclaves, vivent sous la menace permanente des musulmans albanais et, à l'évidence, la Bosnie-Herzégovine n'est pas vraiment un exemple réussi de société multiculturelle. La naïveté n'est jamais une vertu et surtout pas en politique où elle ne peut produire que des catastrophes.

La mauvaise conscience et la repentance relatives au passé colonial de la France, que les ayatollahs politiquement corrects et un monde médiatique à la remorque des modes idéologiques distillent ou tentent d'imposer, n'ont fait qu'aggraver l'antagonisme et n'ont en rien contribué à faciliter l'accueil et l'intégration des populations musulmanes.

Il pourrait être divertissant de constater que la gauche se fait l'inévitable vecteur de cette culpabilisation collective alors que l'aventure coloniale française a été principalement le fait de républiques gouvernées par les radicaux, radicaux-socialistes et socialistes et que c'est un président du Conseil socialiste, monsieur Guy Mollet, qui a envoyé le contingent en Algérie tandis que son garde des Sceaux, François Mitterrand, fit passer les terroristes du FLN sous le couteau de la guillotine.

La vérité est que la tentation impériale a été le fait de tous les peuples. Les arabo-musulmans ont ainsi constitué un vaste

empire au détriment de Byzance auquel l'Empire ottoman a succédé, Empire qui englobait notamment Constantinople bien sûr, Alger et Tunis et leurs bagnes où croupirent entre le XVI^e et le XIX^e siècle plus d'un million d'Européens réduits à l'esclavage, sans oublier les innombrables jeunes femmes chrétiennes enlevées sur tous les rivages de la Méditerranée ou de la mer Noire pour finir dans les harems de l'Empire ottoman, ce qui n'était qu'une forme d'esclavage sexuel. Lorsqu'Alger fut prise en 1830, les troupes françaises découvrirent encore cent trente esclaves européens.

Ressasser le passé ne peut qu'envenimer les antagonismes et ne facilite en rien la coexistence pacifique et la fusion au sein de la société française. Les victoires des uns sont les défaites des autres. Les nations européennes ont su surmonter les déchirures de l'histoire, le poids des souffrances et des deuils pour jeter les fondations d'un avenir commun. Peut-on rendre hommage à cette volonté et mettre en œuvre une démarche radicalement opposée en ce qui concerne la France et certaines de ses anciennes colonies ?

La mise en scène de la victimisation des musulmans par certaines associations, islamistes ou non, et l'exploitation de la notion d'islamophobie inventée pour interdire tout débat sur l'islam, a quelque chose de proprement indécent. D'abord parce que les musulmans sont d'abord les victimes d'autres musulmans. De l'Irak à la Syrie, de la Tunisie à la Libye ce sont des musulmans qui s'entre-tuent sur fond de guerre de religion sans fin entre le sunnisme et le chiisme et ses variantes, et de lutte d'influence entre l'Iran et les monarchies du Golfe qui se traduit sur les champs de bataille d'Irak et de Syrie où les troupes de l'État islamique, soutenues en sous-main par les monarchies sunnites alliées des États-Unis, s'opposent aux

milices chiites soutenues par l'Iran, lui-même proche de la Russie. Cette lutte armée trouve au demeurant son prolongement dans la guerre économique que l'Arabie Saoudite a déclaré à l'Iran en organisant la chute des cours du pétrole. Ce sont bien des musulmans qui assassinent les jeunes soldats prisonniers en Irak et en Syrie et qui sont tout aussi musulmans que leurs bourreaux.

À la suite des attentats qui visèrent *Charlie Hebdo* et le magasin Hyper casher, François Hollande eut l'aplomb de déclarer que ces actes « n'avaient rien à voir avec l'islam » ! Avec quoi donc ? Le shintoïsme, le bouddhisme, l'orthodoxie ou le catholicisme ! Les frères Kouachi, Amedy Coulibaly, Mohammed Merah n'étaient pas, semble-t-il, des enfants de chœur de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, pas plus qu'Ayoub El Khazzani, Omar Ismaïl Mostefaï, Salah Abdeslam, Abdelhamid Abaoud et leurs complices qui ont semé la mort et la désolation dans Paris « capitale des abominations et de la perversion » (revendication de l'État islamique) au mois de novembre 2015. Ainsi, sans doute par lâcheté ou par peur, le Président de la République ment au peuple qu'il est supposé gouverner. Il a annoncé devant le Congrès, avec des accents virils, qu'il serait impitoyable pour l'antisémitisme et l'islamophobie. Pour l'heure, il s'agirait plutôt d'être impitoyable pour les terroristes islamistes qui sont précisément la source actuelle de l'antisémitisme et de l'islamophobie, plutôt que de passer son temps à jouer les ordonnateurs de pompes funèbres et d'attribuer des décorations à titre posthume à des récipiendaires dont certains n'auraient jamais accepté ni même imaginé de les recevoir. La France bascule dans un monde qui ressemble étrangement à celui décrit par George Orwell. Le mensonge devient la vérité et demain « la liberté, l'esclavage », car sans vérité il ne peut y avoir de liberté. Mais le plus grave dans le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

faut redonner l'envie. L'envie d'oser, de créer, de risquer, de travailler, de réussir. L'envie de France aussi. Et sans doute faudrait-il peu pour y parvenir, car les Français sentent bien que le moment est venu de s'arracher aux idéologies qui ont fait faillite, le système est mort même s'il ne le sait pas encore. Mais bientôt les apparences tomberont et avec elles le régime tombera de lui-même tel l'Union soviétique, sous les yeux incrédules de nos nomenklaturistes qui, comme toujours, ne comprendront rien à ce qui leur arrive.

Ainsi, malgré eux et malgré tout, il ne sera pas dit que le moment est venu d'écrire le mot fin sur la dernière page du grand livre de l'histoire de France. Il est encore temps de montrer à l'Europe et au monde que, malgré les reniements et les abandons, les difficultés et le poids de nos inconséquences l'histoire peut encore s'écrire en Français.

15. Giuseppe TOMASI DI LAMPEDUSA, *Le Guépard*, éd. du Seuil, 1959, « il faut que tout change pour que rien ne change ».

16. « Quand je me rase le matin, je me dis, si j'étais jeune, j'émigrerais. »

Table des matières

Préface

La France

De la France divisée à la France pulvérisée

Le bien commun : une idée neuve pour notre siècle

Recherchons hommes d'État

Le chef de l'État

Oligarchie quand tu nous tiens

Parisianisme et parti intellectuel

Désinformation et manipulation, les deux mamelles du totalitarisme moderne

Communisme : une bien étrange complaisance

Famille : pourquoi tant d'acharnement ?

Économie et politique sociale : un couple indissoluble

Fonction publique : à quand une nuit du 4 août ?

L'homme est-il écolo compatible ?

Quelle Europe ?

Le vaste monde

Une bien étrange conscience internationale

Immigration, migrations, acculturation

Islamisme, un risque pour l'Europe, un drame pour les musulmans

Demain

Achevé d'imprimer par XXXXXX,
en XXXXX 2016
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : XXXXXXXX 2016

Imprimé en France